La *Zeitgeschichte* allemande

Entre révisionnisme, conformisme et autocritique

Peter Schöttler

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/296>

DOI : 10.4000/elh.296

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2013

Pagination : 61-68

ISBN : 978-2-35698-058-8

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Peter Schöttler, « La *Zeitgeschichte* allemande », *Écrire l'histoire* [En ligne], 11 | 2013, mis en ligne le 15 mai 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/296> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.296>

La *Zeitgeschichte* allemande

Entre révisionnisme, conformisme et autocritique

QUAND ON ÉVOQUE l'historiographie allemande du XX^e siècle, deux mots allemands apparaissent : « *Alltagsgeschichte* », pour désigner l'équivalent allemand de la microhistoire des années 1980-1990, et « *Zeitgeschichte* », pour désigner une approche précoce et spécifique « du temps présent », du *très* contemporain, qui nous intéresse plus particulièrement. Revenons aujourd'hui sur les grands traits de sa construction. La *Zeitgeschichte* serait née dans les années 1945-1950 comme réponse historiographique à la disparition du nazisme, par une sorte de réaction réfléchie et presque logique, se traduisant par la création d'institutions, d'archives et de revues fondées sur un consensus plus ou moins large. Or la réalité est moins brillante.

Presque toutes les initiatives découlent d'un désir de restauration du *statu quo ante*, celui d'avant 1933, d'un soi-disant âge d'or de l'université germanique. En effet, le mot « *Zeitgeschichte* » n'est pas si récent que cela : il date du XVII^e siècle et fut utilisé dès le XVIII^e siècle dans le sens de « *historia mei temporis*¹ ». Il apparaît ensuite au XIX^e siècle chez divers auteurs, dont Marx, parfois aussi sous la forme de « *Tagesgeschichte* », histoire du jour ou de l'aujourd'hui, et j'ai pu vérifier que dans les traductions françaises de Marx et Engels il est en général traduit par « histoire contemporaine » ou « du contemporain ». Non seulement le terme, mais le projet de *Zeitgeschichte* au sens d'une histoire « immédiate » apparaît ensuite pendant

Peter Schöttler, CNRS, IHTP – Institut d'histoire du temps présent.

1. Cf. Eberhard Jäckel, « Begriff und Funktion der Zeitgeschichte », dans *id.*, *Umgang mit Vergangenheit. Beiträge zur Geschichte*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1989, p. 133-150, 351-357.

la Première Guerre. C'est aussi pendant cette guerre qu'est fondée, en 1915, à Berlin une bibliothèque spéciale consacrée à l'actualité, la *Weltkriegsbücherei* (bibliothèque de la Guerre mondiale), qui sera déplacée plus tard à Stuttgart et prendra le nom de *Bibliothek für Zeitgeschichte* (bibliothèque du Temps présent²). Et c'est aussi durant la Grande Guerre que seront lancés divers projets de recherche destinés à documenter les campagnes militaires, à prouver la volonté des pays alliés d'entraîner l'Allemagne et l'Autriche dans une guerre et l'innocence politique des puissances centrales³. Tout cela aura son poids au cours des négociations de paix et des controverses de l'entre-deux-guerres : pensons notamment aux procès pour crimes de guerre tenus à Leipzig dans les années 1920⁴; à la lutte contre la politique d'occupation (la Rhénanie, la Ruhr⁵), et enfin aux diverses campagnes pour une révision du traité de Versailles⁶. C'est à ce moment-là que sont créés en maints endroits le long des frontières du *Reich* des instituts de recherche et d'études (la pédagogie allant jusqu'à la propagande) dont le programme

est entièrement marqué par la *Zeitgeschichte* : faire le point sur la guerre, sur les nouvelles frontières, les référendums, les pertes de territoire et de population, et donner à tout cela une dimension historique qui remonte le plus loin possible – le Moyen Âge, l'Antiquité –, afin de *prouver* par la science de l'histoire que les revendications allemandes sont justifiées⁷.

Cette forme d'histoire légitimante n'est pas seulement universitaire, elle a une importante composante politique qu'il valait mieux cacher au public (notamment international) : une grande partie du financement provenait de ministères tels que l'Intérieur, les Affaires étrangères ou le ministère des Territoires occupés. Cela dit, le terme de « *Zeitgeschichte* » sera alors remplacé assez rapidement par un autre, plus flexible et plus large, permettant d'intégrer toutes les disciplines des *Geisteswissenschaften* (géographie, sociologie, folklore, linguistique, histoire de l'art, etc.) et aussi d'ouvrir la chronologie : ce sera la « *Volksgeschichte* » ainsi que le nouveau terme générique « *Volksforschung* », c'est-à-dire la science et l'histoire du « peuple »

2. <<http://www.wlb-stuttgart.de/sammlungen/bibliothek-fuer-zeitgeschichte>>, 22 nov. 2012, cons. 10 févr. 2013.

3. Markus Pöhlmann, *Kriegsgeschichte und Geschichtspolitik. Der Erste Weltkrieg. Die amtliche deutsche Militärgeschichtsschreibung, 1914-1956*, Paderborn, Schöningh, 2002.

4. Gerd Hankel, *Die Leipziger Prozesse. Deutsche Kriegsverbrechen und ihre strafrechtliche Verfolgung nach dem Ersten Weltkrieg*, Hambourg, Hamburger Ed., 2003.

5. Gerd Krumeich, Joachim Schröder (dir.), *Der Schatten des Weltkriegs. Die Ruhrbesetzung 1923*, Essen, Klartext, 2004.

6. Jean-Jacques Becker, Gerd Krumeich, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Tallandier, 2008.

7. Peter Schöttler, « La « *Westforschung* » allemande des années 1930-1940. De la défensive à l'offensive territoriale », dans Christian Baechler, François Igersheim, Pierre Racine (dir.), *Les Reichsuniversitäten de Strasbourg et de Poznan et les résistances universitaires, 1941-1944*, Presses universitaires de Strasbourg (Les mondes germaniques), 2005, p. 35-46.

et des populations germaniques⁸ (dans un sens « *völkisch* »).

Ainsi donc la *Zeitgeschichte* – au moins pour les historiens allemands des années 1945, 1950, 1960 – a clairement une tradition politique et ne passe nullement pour une invention nouvelle⁹. S’il a existé un certain consensus, celui-ci est aujourd’hui presque inavouable. Car il est – pour l’essentiel – rétrograde, nationaliste et apologétique.

Une histoire révisionniste ?

Pour bien comprendre d’où sort la *Zeitgeschichte* on ne peut que souligner l’incroyable continuité des élites allemandes après la disparition du nazisme¹⁰. On la constate à tous les niveaux, et notamment universitaire¹¹. Elle est aussi presque toujours tolérée et même soutenue par les forces d’occupation alliées (notamment françaises : les universités nouvelles de Mayence et de Sarrebruck furent de véritables havres pour anciens nazis, surtout s’ils se convertissaient au catholicisme). Dans le cadre de la recherche

anticommuniste dirigée contre « l’Est » renaît notamment la *Ostforschung* pour mener campagne contre la frontière Oder-Neisse avec la Pologne. Parfois on reprend même le critère du « sang », mais on le retraduit désormais en termes « anthropologiques¹² ».

À côté de cette approche ancienne de la *Volksgeschichte*, il existe aussi, bien sûr, une continuité de l’histoire politique au sens classique. Son haut lieu sera de nouveau la *Historische Zeitschrift*, au point que le premier numéro d’après-guerre, qui sort en 1949, sera largement fabriqué sur les marbres du dernier numéro prêt à imprimer en 1944. On en devine la tendance, dénoncée à l’époque par Lucien Febvre¹³. Autre signe de continuité : en 1950 quelques anciens historiens nazis qui avaient été démis de leurs fonctions par les Alliés (ils sont assez rares, et presque tous retrouveront des postes quelques années plus tard) fondent une association nommée *Ranke-Gesellschaft* (« Société Ranke ») dont le but principal est de combattre ce qu’ils appellent la « conception alliée de l’histoire » et de réhabiliter

8. Ingo Haar, Michael Fahlbusch, *Handbuch der völkischen Wissenschaften. Personen, Institutionen, Forschungsprogramme, Stiftungen*, Munich, D. G. Saur, 2008 ; cf. mon compte rendu : <<http://www.taz.de/1/archiv/digitaz/artikel/?ressort=ku&dig=2008%2F05%2F27%2Fa0120&src=GI&cHash=8c47ec7762>>, cons. 10 févr. 2013.
9. Astrid M. Eckert, « The Transnational Beginnings of West German *Zeitgeschichte* in the 1950s », *Central European History*, n° 40, Cambridge University Press, 2007, p. 63-87.
10. Norbert Frei, *Karrieren im Zwielicht. Hitlers Eliten nach 1945*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2001.
11. Bernd Weisbrod (dir.), *Akademische Vergangenheitspolitik. Beiträge zur Wissenschaftskultur der Nachkriegszeit*, Göttingen, Wallstein, 2002.
12. Cf. Peter Schöttler, « De l’histoire régionale à “l’histoire du peuple” nazie ou la “voix inaudible du sang” », *Sociétés contemporaines*, n° 39, 2000, p. 61-78 ; *id.*, « Karl Ferdinand Werner et l’histoire du temps présent », *Francia*, n° 38, 2011, p. 179-189.
13. Lucien Febvre, « Deux articles de l’*Historische Zeitschrift* », *Annales. ESC*, 5^e année, n° 2, 1950, p. 278.

une histoire nationale allemande. Autrement dit, de refouler autant que possible la critique du nazisme, du prussianisme et du nationalisme qui domine à leurs yeux les années d'après-guerre. L'invocation de l'objectivité Ranke par cette association est alors symptomatique du pseudo-apolitisme de l'époque. Même si un grand nombre d'historiens de cette association étaient médiévistes ou modernistes, les deux guerres mondiales et la *Zeitgeschichte* ont constitué bien entendu l'horizon privilégié – et traumatique – auquel elle ne cessait de se référer¹⁴.

Une histoire conformiste

Vaste sujet qui s'entend ici dans un sens très précis. Il me semble en effet que, tout comme dans les années 1920, le monde universitaire allemand a très longtemps souffert de structures extrêmement autoritaires (remontant à l'Empire) et produisant des contraintes idéologiques et des comportements quasi obligatoires¹⁵. Ce n'est que dans les années 1970, dans le contexte d'un spectaculaire élargissement et d'un renouvellement générationnel du corps professoral (sans parler de « 68 »), que des idées nouvelles et critiques percent lentement. Dans les années 1950-1960, en revanche, ce n'est pas encore le

cas et presque tous ceux qui *risquaient* de broncher sont soit encore en exil, soit partis en RDA... D'où une atmosphère lourde où il ne fallait surtout pas évoquer les années brunes, comme si seul le silence pouvait atténuer la souffrance que constituaient la défaite et l'occupation alliée. Ce n'est qu'en 1985 qu'un président de la RFA, Richard von Weizsäcker, a pu parler du 8 mai 1945 comme d'un jour de libération. L'historien germano-américain Fritz Stern appellera plus tard cette posture « le silence subtil » (*das feine Schweigen*¹⁶), destiné à occulter non seulement les crimes du passé, mais aussi la passivité et l'opportunisme de monsieur Tout-le-monde vis-à-vis de ces crimes et, après 1945, vis-à-vis de leur évocation.

On comprend donc que la *Zeitgeschichte*, telle qu'elle naît ou renaît dans les années 1950, est toujours coincée entre plusieurs attentes impossibles à satisfaire : celles des nationalistes d'une part et celles des Alliés et autres antinazis de l'autre, celles des vieux mandarins en crise d'identité et celles des jeunes historiens cherchant à se libérer du nazisme, des hiérarchies universitaires et d'une approche historiographique dépassée (histoire diplomatique, biographique, etc.). Mais jusqu'à nouvel ordre ce sont encore

14. Manfred Asendorf, « Was weiter wirkt. Die "Ranke-Gesellschaft – Vereinigung für Geschichte im öffentlichen Leben" », 1999. *Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts*, n° 4, 1989, p. 29-61. Signalons que quelques historiens français, sans doute par esprit de réconciliation, sont devenus membres de la *Ranke-Gesellschaft*.

15. Cf. Peter Schöttler, « Les universités et les historiens allemands face à leur histoire », dans François-Olivier Touati (dir.), *Les Universités : un passé pour quel avenir ? De l'Europe médiévale au Proche-Orient contemporain*, Presses universitaires de Tours, 2013.

16. Fritz Stern, *Das feine Schweigen. Historische Essays*, Munich, C. H. Beck, 1999.

les mandarins qui donnent le ton et décident, en contact étroit avec le gouvernement – puisque c’est lui et les Länder qui financent les grands projets et notamment l’*Institut für Zeitgeschichte* de Munich –, des priorités à suivre. Il s’agit tout d’abord de l’histoire politique des années 1933-1945 ; et notamment de la publication des sources les plus classiques¹⁷. En second lieu, des victimes allemandes et des souffrances de l’Allemagne martyrisée par le traité de Potsdam. D’où le grand projet de recherche sur les expulsions des Allemands d’Europe de l’Est et d’Europe centrale lancé en 1951 par le gouvernement¹⁸ et dont la direction sera confiée à un ancien historien nazi, Theodor Schieder (1908-1984). Enfin, des prisonniers de guerre. Après le retour des derniers prisonniers allemands, en 1956, le gouvernement crée une commission scientifique chargée de montrer le sort terrible de millions de prisonniers, notamment en Union soviétique. Son premier directeur est un ancien historien nazi, Hans Koch, puis, après sa mort en 1959, un autre historien nazi (proche de l’*Amt Rosenberg*), Erich Maschke¹⁹ (1900-1982). Malgré la mission

apologétique générale de ces projets, il s’avère cependant que les historiens qui y participent, et notamment les plus jeunes, ne sont pas tout à fait dupes et plutôt scrupuleux, si bien que certains résultats sont aujourd’hui encore de valeur²⁰.

Parallèlement l’histoire militaire poursuit sa tâche. L’Institut de recherche historique, qui prendra le nom de *Militärgeschichtliches Forschungsamt*, donne ainsi une légitimation historique à une nouvelle *Bundeswehr*, fortement contestée en Allemagne comme à l’étranger. *A contrario*, l’histoire de la résistance allemande a du mal à se faire entendre. En effet, la résistance antihitlérienne est d’abord très critiquée : affaire de communistes (donc réclamée par la RDA), affaire d’émigrés, voire de rémigrés qui veulent faire la leçon aux braves survivants qui ont « tellement souffert », et même affaire de « traîtres ». Ainsi, l’un des principaux responsables de l’échec du coup d’État du 20-Juillet, le colonel puis général Otto Ernst Remer (1912-1997), n’a cessé de faire de la propagande contre les conjurés du « 20-Juillet ». Jusque dans les années 1960, l’opinion publique reste réticente vis-à-vis d’une résistance trop souvent encore perçue à travers la sémantique nazie²¹.

17. Henry Picker, *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier 1941-1942*, éd. par Gerhard Ritter, Bonn, Athenäum, 1951.

18. Cf. Mathias Beer, « Im Spannungsfeld von Politik und Zeitgeschichte. Das Großforschungsprojekt “Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa” », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, n° 46, 1998, p. 345-389.

19. Erich Maschke, *Zur Geschichte der deutschen Kriegsgefangenen des Zweiten Weltkrieges*, t. 15, Bielefeld, Giesecking, 1974.

20. Birgit Schwellling, *Heimkehr, Erinnerung, Integration. Der Verband der Heimkehrer, die ehemaligen Kriegsgefangenen und die westdeutsche Nachkriegsgesellschaft*, Paderborn, Schöningh, 2010, p. 166 sqq.

21. Cf. Peter Steinbach, *Widerstand im Widerstreit. Der Widerstand gegen den Nationalsozialismus in der Erinnerung der Deutschen*, 2^e éd. augm., Paderborn, Schöningh, 2001.

Ce n'est que peu à peu, et notamment grâce aux grands procès sur les *Einsatzgruppen* et le personnel des camps d'extermination (Auschwitz, Treblinka, Majdanek), que l'assassinat des juifs d'Europe est devenu un sujet de recherche à part entière et de plus en plus décisif de la *Zeitgeschichte* allemande. C'est aussi à l'occasion de ces procès que les chercheurs de l'*Institut für Zeitgeschichte* se plongeront dans des recherches approfondies sur la Shoah et les crimes de masse. Il y a quelques années, l'histoire de ces premières recherches a elle-même été étudiée par Nicolas Berg dans un livre qui a fait grand bruit²². Il montre en effet que les historiens rescapés des camps, émigrés ou antifascistes, ont été régulièrement suspectés d'un « parti pris », et marginalisés par rapport à la recherche universitaire. C'est pourquoi les premières grandes publications sur la Shoah et le personnel nazi, dans lesquelles étaient *nommés* pour la première fois les bourreaux, provenaient non pas d'universitaires, mais d'outsiders en marge ou en dehors du monde académique. Le meilleur exemple (et aussi le plus tragique, puisqu'il finit par se suicider) est Joseph Wulf (1912-1974), qui, au retour d'Auschwitz, se donne pour tâche de

documenter non seulement les faits, mais aussi les noms des responsables, et cela à tous les niveaux²³. Aussi, lorsqu'en 1961 Wulf désigne l'ancien « médecin communal » de Varsovie occupée – le Dr Hagen, entre-temps devenu président de l'Office fédéral d'hygiène publique (*Bundesgesundheitsamt*) – comme « complice » du génocide, celui-ci dépose plainte et obtient gain de cause : toutes les pages le concernant durent être noircies. Or les archives de l'*Institut für Zeitgeschichte* révèlent aujourd'hui que nul autre que Martin Broszat (1926-1989), son futur directeur, n'a soutenu le Dr Hagen contre Wulf. Pourtant celui-ci n'avait rien fait d'autre – mais à l'époque c'était pratiquement inédit en Allemagne – que d'évaluer le comportement d'un Allemand en Pologne pendant la guerre *selon son comportement réel* et non pas – comme on avait l'habitude de le faire – *selon son intention profonde* ou du point de vue de sa justification rétrospective. Selon Berg la plupart des historiens ouest-allemands, et notamment les chercheurs de l'institut de Munich, étaient sous l'emprise d'un discours de l'objectivité – eux-mêmes parlaient d'un « pathos de la sobriété » (*Pathos der Nüchternheit*²⁴) – qui les amenait à faire plutôt confiance aux documents d'archives et

22. Nicolas Berg, *Der Holocaust und die westdeutschen Historiker. Erforschung und Erinnerung*, 2^e éd., Göttingen, Wallstein, 2003.

23. Cf. Nicolas Berg, « Ein Außenseiter der Holocaustforschung. Joseph Wulf (1912–1974) im Historikerdiskurs der Bundesrepublik », *Leipziger Beiträge zur jüdischen Geschichte und Kultur*, n° 1, Munich, 2003, p. 311-346 ; Léon Poliakov, Joseph Wulf, *Le III^e Reich et les Juifs* [1955], Gallimard (Problèmes et documents), 1959 ; Joseph Wulf, *L'Industrie de l'horreur*, trad. de l'allemand par Pierre Noyer, Fayard, 1970.

24. Cf. Klaus-Dietmar Henke, Claudio Natoli (dir.), *Mit dem Pathos der Nüchternheit. Martin Broszat, das Institut für Zeitgeschichte und die Erforschung des Nationalsozialismus*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1991.

parfois même aux déclarations des anciens acteurs nazis qu'aux souvenirs des victimes, juives ou autres. En ce sens, beaucoup d'analyses du nazisme rédigées à cette époque par des collaborateurs de l'institut – et Berg de nommer directement Martin Broszat et Hans Mommsen – auraient eu pour effet d'anonymiser l'histoire de la Shoah et de relativiser la responsabilité (individuelle) des bourreaux.

Vers une autocritique

Venons-en maintenant au troisième grand trait de la *Zeitgeschichte*: l'autocritique. Imaginons un instant que quelques-uns de ces messieurs d'après-guerre (des dames, il n'y en avait pas) nous reviennent, un peu comme les dinosaures dans *Jurassic Park*: quel ne serait pas leur étonnement puis leur colère! Car entre-temps la *Zeitgeschichte* s'est profondément « dégermanisée » et un incroyable brassage international de l'histoire du temps présent s'est imposé: des universités et des instituts de recherche aux revues spécialisées et aux collectifs d'auteurs, tout est devenu international. Aujourd'hui, la *Zeitgeschichte* appartient à tous les historiens, et il n'est plus besoin d'être de « sang allemand », comme on le disait jadis, pour la « comprendre ». Il est donc possible de poser des questions qui, « entre Allemands », ne se posaient pas: l'ampleur de l'antisémitisme par exemple, ou les motifs de l'attentat du 20-Juillet, voire la

collaboration des historiens avec la dictature nazie. Elle s'est également libérée d'un historicisme (ou historicisme) germano-centrique qui pendant trop longtemps a pris le *Sonderweg*, la « voie particulière » de l'histoire allemande, comme unique échelle. Chaque historien connaît bien la question: « Comment te serais-tu comporté, toi-même? », qui peut parfois être féconde²⁵. Mais elle ne l'est plus s'il s'agit uniquement de bloquer « par modestie » les questions critiques. Or c'est justement cette forme d'identification rétrospective et de relativisation historiciste *nationale* qui est aujourd'hui mise en question et rendue impossible par le regard *international* et extérieur. Ce n'est donc pas seulement le refoulement classique et le silence (« subtil » ou pas) qui sont contrecarrés, mais également toute identification et introspection (au sens de « *Einfühlung* ») comme on pouvait la lire de manière programmatique dans les travaux d'historiens comme Ernst Nolte ou Andreas Hillgruber au moment de la « querelle des historiens » de 1986-1987²⁶. Le « déclin de l'histoire nationaliste » a mené à une dissolution des modes d'argumentation et des lignes de conflits traditionnels en transgressant notamment toutes sortes de peurs – pour ne pas dire de tabous. La Shoah en est évidemment le meilleur exemple, puisque tous les historiens allemands ont finalement accepté le rôle décisif des témoins, dont les souvenirs

25. Ursula Wolf, *Litteris et Patriae. Das Janusgesicht der Historie*, Stuttgart, Steiner, 1996, p. 24.

26. Pour une critique féroce de cette posture dès les années 1960 cf. Eric Voegelin, *Hitler et les Allemands* [1951], trad. de l'allemand par Mira Köller et Dominique Ségler, préf. de Tilo Schabert, Éd. du Seuil (Traces écrites), 2003.

sont irremplaçables, même si cela implique des problèmes de méthode. Mais pensons également au « retour » de la problématique des expulsions (*Vertreibungen*), que certains perçoivent déjà comme une sorte de « retour du refoulé » puisque s'y exprime la survie d'un certain nationalisme et même d'un ethnicisme. Mais tant pis.

Conclusion

Pour conclure, je voudrais attirer l'attention sur le fait que toute l'histoire qui est écrite ou présentée aujourd'hui, notamment à la télévision ou dans les musées, semble dominée et transformée par la *Zeitgeschichte*. Les médias, les musées, les éditeurs, tout le monde veut de la *Zeitgeschichte*. Par conséquent, les universités et les fondations ont également tendance à y mettre de l'argent, à créer toutes sortes de commissions, à embaucher pour quelques mois ou quelques années de jeunes historiens, etc. Bref, la *Zeitgeschichte* semble omniprésente. Ce n'est donc pas par hasard que dans l'enseignement universitaire, même si formellement il faut encore faire un peu d'Antiquité et de Moyen Âge, voire d'histoire « moderne », le très contemporain se met à dominer de plus en plus le curriculum. Nous avons là aussi un phénomène de marché qui touche tout particulièrement la *Zeitgeschichte*.

Et en même temps un phénomène politique. En Allemagne, le contrôle des documents nazis est longtemps resté aux mains des Alliés, et surtout des Américains, ce qui a favorisé la recherche américaine dans les années 1950²⁷. Ensuite, ce handicap initial a servi la recherche allemande : une fois que l'armée avait versé les documents aux archives nationales de Washington et que celles-ci avaient microfilmé tous ces fonds, la traditionnelle barrière d'accès (trente ans, cinquante ans, soixante ans) était supprimée. La *Zeitgeschichte* du nazisme (et, depuis 1989, celle de la RDA) pouvait ainsi devenir la matière favorite de plusieurs générations d'historiens et de journalistes...

Évidemment, à cette logique du marché et à cette logique de la politique, il faudrait pouvoir opposer une logique différente, appelons-la « scientifique ». Car il ne s'agit pas seulement d'un peu de savoir-faire que tout amateur peut apprendre (« tout le monde sait lire un texte »), mais d'un vrai savoir, sophistiqué, basé sur une réflexion, sur des techniques, avec des outils intellectuels, dont le maniement contrôlé est décisif. Reinhart Koselleck, l'historien allemand aujourd'hui le plus connu en France, a dit un jour : « *Zeitgeschichte ist ein schönes Wort, aber ein schwieriger Begriff* » : *Zeitgeschichte*, voilà un joli mot, mais un concept difficile. Il avait bien raison²⁸.

27. Astrid Eckert, *Kampf um die Akten. Die Westalliierten und die Rückgabe von deutschem Archivreichtum nach dem Zweiten Weltkrieg*, Stuttgart, Steiner, 2004.

28. Reinhart Koselleck, *Zeitschichten. Studien zur Historik*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2000, p. 246.